

FÉVRIER 2026

POLICY BRIEF

LE RÔLE STRATÉGIQUE DES UNIVERSITÉS MAROCAINES DANS LA DIPLOMATIE SCIENTIFIQUE : ENJEUX, LEVIERS ET PERSPECTIVES

KHALID R. TEMSAMANI

La multiplication des crises systémiques à l'échelle mondiale – qu'elles soient environnementales, sanitaires, énergétiques ou liées aux enjeux de sécurité globale – impose une évolution profonde des modes d'action diplomatique. Dans ce contexte, l'intégration structurée des connaissances scientifiques dans les relations internationales apparaît comme une condition déterminante pour la formulation de réponses collectives efficaces et légitimes. La diplomatie scientifique s'inscrit ainsi comme un champ d'intervention stratégique, à l'interface entre expertise, décision publique et coopération internationale.

Notre analyse examine la capacité des universités marocaines à s'insérer durablement dans cette dynamique, en dépassant leur fonction académique traditionnelle pour assumer un rôle actif dans la production d'expertise mobilisable au service de l'action extérieure du Maroc. L'analyse porte à la fois sur les cadres institutionnels et de gouvernance, ainsi que sur les mécanismes opérationnels permettant une interaction effective entre chercheurs, diplomates et décideurs publics. Elle débouche sur un ensemble de propositions visant à renforcer la structuration nationale de la diplomatie scientifique.

Ce Policy Brief met en lumière la nécessité de renforcer les passerelles entre les sphères académique, diplomatique et politique afin de convertir le capital scientifique national en outil d'influence et de crédibilité internationale. Dans un environnement multilatéral marqué par des tensions croissantes et une complexité accrue des négociations, l'appui sur une expertise scientifique organisée constitue un facteur clé pour étayer les positions nationales, faciliter le dialogue et promouvoir des solutions fondées sur des bases factuelles partagées.

Enfin, ce Policy Brief souligne que la diplomatie scientifique représente un vecteur stratégique de visibilité et de rayonnement international pour le Royaume. En s'appuyant sur les acquis nationaux dans des secteurs à forte valeur stratégique – notamment le climat, l'eau, l'énergie, l'hydrogène, et le développement durable –, les universités peuvent contribuer à renforcer le positionnement du pays comme partenaire fiable et acteur constructif des initiatives multilatérales. Le développement de compétences transversales, l'investissement dans la formation de profils hybrides et la consolidation de partenariats ciblés apparaissent à cet égard comme des leviers essentiels pour inscrire durablement la diplomatie scientifique au cœur des politiques publiques et de la stratégie internationale du pays.

KHALID R. TEMSAMANI

1. LA DIPLOMATIE SCIENTIFIQUE : UN LEVIER STRATÉGIQUE FACE AUX DÉFIS GLOBAUX

Dans un monde caractérisé par une interdépendance croissante des États, les défis contemporains ne peuvent plus être appréhendés uniquement à travers les instruments diplomatiques traditionnels. Les crises climatiques, sanitaires ou énergétiques transcendent les frontières et requièrent des réponses collectives fondées sur la science, l'expertise et l'innovation. C'est dans ce contexte que la diplomatie scientifique s'est progressivement imposée comme un champ hybride, à l'interface entre la production de connaissances et l'action diplomatique.

La diplomatie scientifique peut être définie comme l'ensemble des interactions entre science et politique étrangère visant d'une part à éclairer la prise de décision publique par des données probantes et, d'autre part, à utiliser la coopération scientifique comme vecteur de rapprochement entre les nations. Cette diplomatie repose sur trois piliers complémentaires :

- **la science au service de la diplomatie**, en fournissant une expertise fiable aux négociations internationales,
- **la diplomatie au service de la science**, en facilitant la coopération, la mobilité et l'accès aux infrastructures de recherche et,
- **la science comme outil de diplomatie**, favorisant la confiance, le dialogue et la paix.

Dans ce cadre, les universités apparaissent comme des plateformes naturelles de production, de diffusion et de médiation du savoir scientifique, leur conférant un rôle stratégique dans les mécanismes de gouvernance globale.

2. LES UNIVERSITÉS COMME ACTEURS CLÉS DE LA DIPLOMATIE SCIENTIFIQUE

2.1. Production de savoirs et légitimité scientifique

Les universités constituent le socle de la recherche scientifique nationale. Elles produisent les données, les analyses et les innovations nécessaires pour répondre aux problématiques globales. Cette capacité confère aux universitaires une légitimité particulière dans les forums internationaux, où la crédibilité scientifique est devenue un élément central des négociations multilatérales.

La production scientifique dans notre pays a connu une croissance notable au cours de la dernière décennie. Entre 2015 et 2024, le nombre de [publications liées aux Objectifs de Développement Durable \(ODD\)](#) est passé d'environ **1 258 à plus de 6 100 par an**, avec un corpus total de **31 889 publications indexées entre 2015 et 2024**. Le taux de publications avec co-signature internationale est d'environ **36,8 %**, indiquant une coopération active avec des partenaires européens et nord-américains.

L'augmentation du nombre de publications reflète un dynamisme réel des universités marocaines sur la scène scientifique mondiale, bien que la visibilité et l'impact de ces travaux restent en deçà de ceux des pays de référence.

Dans les domaines du climat, de la santé, de l'énergie ou de la biosécurité, les contributions académiques jouent un rôle déterminant dans la formulation des conventions internationales, l'élaboration de normes techniques et l'évaluation des risques. À ce titre, l'implication directe des chercheurs dans les processus diplomatiques permet de renforcer la qualité et la pertinence des décisions prises.

2.2. Formation des futurs acteurs de la diplomatie scientifique

Au-delà de la recherche, les universités ont une mission structurante de formation. Elles sont appelées à préparer une nouvelle génération de profils hybrides, capables de naviguer entre

les mondes scientifique, politique et diplomatique. Ces compétences transversales deviennent essentielles dans un contexte où les négociations internationales requièrent une compréhension fine des enjeux techniques autant que des dynamiques géopolitiques.

Le développement de filières académiques spécifiquement orientées vers la diplomatie scientifique, les interfaces science-politique et la gouvernance internationale du savoir représentent un levier stratégique majeur pour renforcer durablement la présence et l'influence du Maroc sur la scène internationale. Au-delà des formations disciplinaires classiques, il s'agit de concevoir des **parcours hybrides et interdisciplinaires** articulant sciences dures, sciences sociales, relations internationales et politiques publiques.

À titre illustratif, la création de **masters spécialisés en diplomatie scientifique et négociations internationales fondées sur la preuve scientifique** permettrait de former des profils capables de traduire des données complexes en positions diplomatiques opérationnelles. Des **programmes en science, technologie et politiques publiques (STPP)**, intégrant des modules en analyse de risques globaux, régulation internationale, diplomatie climatique ou sécurité sanitaire offriraient une passerelle structurée entre recherche et décision publique. Par ailleurs, des **formations exécutives courtes** destinées aux diplomates, hauts fonctionnaires et cadres du secteur privé pourraient renforcer les capacités nationales en matière de dialogue science-politique sur des thématiques prioritaires telles que l'énergie, l'hydrogène vert, l'eau, le dessalement ou la biosécurité.

L'innovation pédagogique peut également passer par la mise en place de **chaires universitaires et de laboratoires de politiques publiques (policy labs)** dédiés à la diplomatie scientifique, associant universités, ministères, instituts de formation diplomatique et partenaires internationaux. Ces dispositifs offriraient des espaces d'expérimentation, de co-production de connaissances et de simulation de négociations multilatérales, contribuant à l'émergence d'une nouvelle génération de cadres capables d'opérer efficacement à l'interface entre science et diplomatie. En structurant ainsi une offre de formation adaptée aux enjeux globaux, le Maroc renforcerait sa capacité à anticiper, influencer et co-construire les agendas internationaux liés aux biens communs mondiaux.

3. GOUVERNANCE, MULTILATÉRALISME ET ENJEUX STRATÉGIQUES

3.1. Le rôle des décideurs et des diplomates

La diplomatie scientifique ne peut être efficace sans un cadre de gouvernance clair et une articulation cohérente entre les différents acteurs institutionnels. Les décideurs politiques, les diplomates et les hauts responsables administratifs jouent un rôle clé dans l'intégration de l'expertise scientifique au sein des stratégies nationales et des positions défendues dans les enceintes multilatérales.

Le Maroc participe activement à des espaces de dialogue scientifique internationaux. Par exemple, lors du [Dialogue ministériel mondial sur la diplomatie scientifique, organisé par l'UNESCO](#), le Royaume a réaffirmé son engagement en faveur d'une science ouverte, inclusive et collaborative, en soulignant l'importance du partage des savoirs et des infrastructures scientifiques.

La participation marocaine à ces dialogues montre une approche proactive, mais elle doit être consolidée par des stratégies nationales plus cohérentes qui permettent de tirer pleinement parti de ces plateformes diplomatiques pour promouvoir les intérêts scientifiques et économiques du pays.

Dans un contexte de multilatéralisme sous tension, marqué par des divergences d'intérêts et des asymétries de capacités, la science peut constituer un langage commun facilitant le dialogue et la coopération. Toutefois, cette opportunité suppose une reconnaissance institutionnelle explicite du rôle des universités et des experts scientifiques dans les processus décisionnels.

3.2. Opportunités et limites du multilatéralisme scientifique

Les accords multilatéraux, qu'ils portent sur le climat, la santé ou la non-prolifération, offrent des espaces privilégiés d'expression de la diplomatie scientifique. Néanmoins, ces espaces sont également traversés par des rapports de force politiques et économiques qui peuvent limiter l'impact des contributions scientifiques.

Dans ce contexte, le renforcement des capacités nationales en diplomatie scientifique apparaît comme une condition essentielle pour défendre efficacement les intérêts du pays, tout en contribuant de manière constructive aux biens publics mondiaux.

4. MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE : REGARDS DE PRATICIENS ET RETOURS D'EXPÉRIENCE

4.1. Défis techniques et institutionnels

Les scientifiques engagés dans des processus multilatéraux identifient plusieurs obstacles à une diplomatie scientifique pleinement opérationnelle :

- insuffisance de financements pérennes,
- faible coordination inter-institutionnelle,
- manque de reconnaissance institutionnelle des contributions scientifiques dans les négociations internationales et,
- articulation limitée entre recherche fondamentale et besoins socio-économiques.

Ces défis entravent la capacité des universités à participer efficacement aux processus internationaux et à tirer parti de la diplomatie scientifique pour renforcer la position du Maroc et de ses institutions de recherche.

4.2. Retour d'expérience et participation du Maroc aux cadres multilatéraux

Les expériences de participation du Maroc à des cadres multilatéraux, notamment dans le cadre [des négociations climatiques](#) ou des [conventions relatives aux armes biologiques](#) et chimiques, illustrent le potentiel de la diplomatie scientifique comme outil d'influence et de crédibilité internationale.

Dans le cadre de son engagement en faveur du renforcement du régime international de non-prolifération biologique, le Maroc a activement participé aux réunions d'experts de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (CABT), notamment lors de la réunion tenue à Genève en août 2008.

Cette participation a permis de partager l'expérience nationale en matière de gouvernance des agents biologiques, tout en contribuant aux discussions techniques relatives à la mise en œuvre de l'article X (coopération internationale) et aux mécanismes de renforcement de la confiance (CBMs).

Ce type d'engagement illustre l'ancrage du Maroc dans les cadres multilatéraux de sécurité biologique et son positionnement comme acteur responsable dans la gouvernance mondiale des risques biologiques.

D'une manière générale, l'implication d'experts nationaux dans ces processus permet non seulement de défendre les positions du pays, mais aussi de renforcer les compétences internes et de favoriser le transfert de connaissances vers les institutions nationales.

4.3. L'IMFRED comme plateforme nationale de convergence entre science et diplomatie

L'Institut marocain de formation, de recherche et d'études diplomatiques (IMFRED) constitue un pilier structurant de la diplomatie scientifique marocaine. Créé par le décret n°2.11.103 du 11 avril 2011 et relevant du ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, l'IMFRED assure la formation initiale et continue des diplomates marocains et accueille également des diplomates issus de plusieurs régions du monde dans le cadre de programmes de coopération et de renforcement des capacités.

Les sessions de formation ont constitué des espaces privilégiés d'échange entre scientifiques et praticiens de la diplomatie, permettant d'illustrer concrètement la valeur ajoutée de l'expertise scientifique dans la compréhension et la mise en œuvre des politiques publiques à l'échelle internationale.

Ces interventions ont également offert l'opportunité de mettre en lumière les avancées réalisées par le Maroc en matière de politique climatique, de gestion intégrée des ressources hydriques et de transition vers un développement durable, auprès de diplomates appelés à exercer des responsabilités dans leurs pays respectifs ou au sein d'Organisations internationales. L'expérience de l'IMFRED démontre ainsi comment un dispositif national de formation diplomatique peut devenir un vecteur d'influence scientifique et politique, tout en renforçant le positionnement du Royaume comme acteur crédible et engagé dans les négociations multilatérales liées aux enjeux climatiques et environnementaux.

5. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Afin de renforcer le rôle des universités marocaines dans la diplomatie scientifique, plusieurs pistes d'action peuvent être envisagées :

1. **institutionnaliser la diplomatie scientifique** au sein des universités, à travers des structures dédiées et des mécanismes de coordination avec les ministères concernés,
2. **créer et renforcer des filières académiques interdisciplinaires** couvrant les interfaces science-politique-diplomatie,
3. **valoriser l'engagement international des chercheurs**, en l'intégrant dans les critères d'évaluation académique,
4. **cibler des domaines stratégiques prioritaires**, tels que l'énergie, l'hydrogène vert, l'eau, le dessalement ou la sécurité sanitaire, le sport et la culture et,
5. **favoriser les plateformes de dialogue**, à l'image de séminaires hybrides organisés au sein des universités, pour renforcer les synergies entre diplomates, chercheurs et décideurs.

CONCLUSION

À l'heure où les grands enjeux contemporains – climatiques, sanitaires, énergétiques et sécuritaires – redéfinissent les équilibres internationaux, la diplomatie scientifique s'impose comme un instrument structurant de l'action extérieure des États. Elle permet non seulement d'ancrer les décisions politiques dans des connaissances fiables et partagées, mais aussi de créer des espaces de coopération et de confiance dans un environnement international de plus en plus complexe et fragmenté. Pour le Maroc, cet outil représente une opportunité stratégique de premier plan pour conjuguer excellence scientifique, crédibilité diplomatique et influence internationale.

Dans cette dynamique, les universités marocaines occupent une position charnière. Leur rôle ne se limite plus à la production de savoirs académiques, mais s'étend à la formation de compétences hybrides, capables d'articuler science, politiques publiques et relations internationales. En favorisant le dialogue entre chercheurs, décideurs et diplomates, les institutions universitaires peuvent contribuer de manière décisive à l'élaboration de positions nationales fondées sur l'expertise et à la défense des intérêts du Royaume dans les enceintes multilatérales.

La consolidation d'une diplomatie scientifique marocaine ambitieuse suppose toutefois des choix structurants : clarification des cadres institutionnels, reconnaissance de l'engagement international des scientifiques, investissements soutenus dans la recherche et la formation, et développement de partenariats internationaux alignés sur les priorités nationales, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'eau, du climat et de la transition durable. En s'inscrivant résolument dans cette trajectoire, le Maroc serait en mesure de renforcer son rôle de passerelle entre science et diplomatie, tout en contribuant activement à la production de solutions collectives au service des biens communs mondiaux.

À PROPOS DE L'AUTEUR



KHALID TEMSAMANI

Khalid Tamsamani est titulaire d'un Doctorat d'État en sciences chimiques de l'Université Libre de Bruxelles (1988). Il est professeur d'université à la Faculté des Sciences de l'Université Abdelmalek Essaâdi de Tétouan depuis 1989. Le professeur Khalid Tamsamani a servi en tant que directeur de l'Observatoire régional de l'environnement et du développement durable de la Région Tanger-Tétouan, sous la tutelle du ministère marocain de l'Environnement (2011-2016) ; conseiller en adaptation au changement climatique pour les ressources en eau à la division Eau, environnement et économie bleue de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone (2018-2020), et directeur du pôle de l'Observatoire scientifique de la Francophonie à l'AIFS-AUF de Rabat (2023-2024). Depuis juillet 2024, Khalid Tamsamani est le directeur stratégique de la Plateforme de politique scientifique pour les urgences climatiques (SPP-C).

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

